

Entre histoire figée et présent manipulé

Trois angles critiques sur la guerre en RDC

Aymar Nyenyezi Bisoka

DANS **LA REVUE NOUVELLE** 2025/4 N° 254, PAGES 58 À 67

ÉDITIONS **ASSOCIATION LA REVUE NOUVELLE**

ISSN 0035-3809

DOI 10.3917/rn.254.0058

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-la-revue-nouvelle-2025-4-page-58?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Association la Revue nouvelle.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Entre histoire figée et présent manipulé

Trois angles critiques sur la guerre en RDC

Aymar N. Bisoka

Alors que la guerre à l'est de la RDC s'intensifie avec l'avancée du M23 soutenu par le Rwanda, cet article propose de sortir des lectures habituelles du conflit. En s'appuyant sur trois critiques majeures : celle des causalités profondes, de l'exceptionnalisme africain et du souverainisme colonial, il invite à repenser cette guerre à partir des logiques d'agence – capacité d'action –, des ambitions impérialistes globales et des violences légitimées par des récits souverainistes meurtriers. Une analyse décapante, qui déconstruit les évidences et recentre la guerre sur les choix politiques contemporains.

Décentrer la lecture de la guerre en RDC

La guerre actuelle à l'est de la République Démocratique du Congo (RDC), marquée par la progression du M23 (Stearns, 2012) soutenu par le Rwanda et la chute de villes comme Bukavu, s'inscrit dans une histoire longue de conflits armés. Mais pour bien en comprendre les enjeux, il est essentiel d'en renouveler la lecture critique, en s'éloignant des explications classiques souvent dominantes dans les médias et certains travaux académiques. Cet article propose trois axes de critique qui permettent de repenser ce conflit : la critique de la causalité profonde,

la critique de l'exceptionnalisme africain, et enfin une critique décoloniale des cadres d'analyse dominants.

La première critique vise la tendance à expliquer la guerre par ses « causes profondes » : le découpage colonial, les tensions ethniques, les séquelles du génocide rwandais ou la faiblesse de l'État congolais. Si ces éléments sont indéniablement importants pour comprendre l'arrière-plan historique, leur mobilisation exclusive produit une lecture déterministe qui dépolitise les responsabilités actuelles. En ramenant sans cesse le conflit à des blessures historiques supposées irrémédiables, ces analyses

empêchent de saisir les décisions stratégiques récentes prises par les acteurs politiques qui, malgré les contraintes structurelles, agissent avec calcul et intérêt.

La deuxième critique concerne l'exceptionnalisme. Trop souvent, les analyses de la guerre en RDC véhiculent une image de chaos associée au continent, suggérant une incapacité endémique des sociétés africaines à construire la paix. Cette perspective, héritée d'un certain regard colonial, ignore que les logiques de guerre – notamment les justifications sécuritaires, les ambitions territoriales ou les manipulations de la souveraineté – sont également à l'œuvre dans d'autres régions du monde, comme l'Ukraine ou la Palestine. Il faut donc refuser cette lecture, qui isole la RDC dans une catégorie à part, pour replacer sa guerre dans des dynamiques globales de pouvoir, d'impérialisme et de résistances.

Enfin, la troisième critique est d'ordre décolonial. Elle met en évidence la manière dont les discours sur la guerre participent d'une neutralité trompeuse ou d'un souverainisme meurtrier. En mobilisant la souveraineté comme justification ultime de la guerre, ces discours légitiment la violence d'acteurs qui sacrifient des populations entières au nom de la Nation ou de la défense du territoire. Une lecture décoloniale exige de sortir de cette logique stratocentrique et souverainiste qui réduit les sociétés à des entités figées dans des frontières héritées de la colonisation. Elle invite au contraire à prendre au sérieux les dynamiques transfrontalières en postcolonie, les résistances locales et les aspirations populaires à une vie digne, en deçà et au-delà des États.

Ce triple cadrage permettra d'interroger plus justement la phase actuelle du

conflit à l'est du Congo, en mettant au centre l'agence des acteurs politiques et les logiques de pouvoir, tout en replaçant cette guerre dans une critique globale des savoirs, des discours et des pratiques de la violence contemporaine. La notion d'agence (ou *agency* en anglais, parfois traduite par agencéité ou agentivité) désigne la capacité d'un acteur à initier une action de manière intentionnelle et située. Ce concept est central en sciences sociales, car il rappelle que, contrairement aux récits qui tendent à naturaliser ou à mécaniser les comportements, toute action humaine implique un choix. Même lorsqu'elle s'inscrit dans des structures contraignantes, l'action d'un acteur n'est jamais totalement déterminée : elle procède toujours d'une décision, d'un positionnement ou d'un arbitrage, ce qui rend cette action fondamentalement contingente.

Au-delà des explications par les causes profondes

L'explication de la guerre à l'est de la RDC par les « causes profondes » – telles que le découpage colonial des frontières, l'ethnisation du politique par les colonisateurs, la marginalisation des populations rwandophones, ou encore les retombées du génocide contre les Tutsis – demeure dominante dans le champ des études sur les conflits en Afrique (Collier, 2007 ; De Waal, 2009). Si ces éléments sont incontestablement importants pour contextualiser les tensions, leur mobilisation exclusive dans l'analyse du conflit actuel présente de sérieuses limites, tant sur le plan épistémologique que politique et éthique.

D'un point de vue théorique, cette approche repose sur une lecture téléologique de l'Histoire, qui tend à interpréter les événements présents comme l'aboutissement inévitable de trajectoires

anciennes (Popper, 2013). Elle réduit ainsi la guerre à une suite mécanique de traumatismes collectifs, figés dans une histoire longue. Or, les travaux de la deuxième vague des études politiques africaines, dans les années 1980-1990, ont mis en évidence la nécessité de reconnaître l'agence des acteurs africains : leur capacité à faire des choix, à élaborer des stratégies et à instrumentaliser les contraintes structurelles à leur avantage (Gazibo et Thirion, 2009). Loin d'être prisonniers du passé, les dirigeants africains savent conjuguer intérêts personnels, logiques d'État et opportunités du moment pour définir des politiques de guerre ou de paix.

Sur le plan éthique, la focalisation sur les causes profondes contribue à une forme d'absolution implicite des responsables contemporains des violences. Elle détourne l'attention des souffrances immédiates des populations affectées, en laissant entendre que la guerre serait inévitable, voire naturelle. Cette déresponsabilisation affaiblit toute critique normative et entrave la mobilisation de moyens pour stopper les violences. Elle transforme les victimes en objets de savoir, plutôt qu'en sujets politiques à part entière.

Politiquement, cette perspective structurelle empêche de poser les bonnes questions : pourquoi cette guerre maintenant ?, pourquoi ici ?, pourquoi avec cette intensité ? En refusant d'interroger les décisions contemporaines, elle néglige les mécanismes actuels de légitimation du pouvoir, les alliances régionales, les intérêts économiques en jeu, et les dynamiques de gouvernance violente. Elle échoue ainsi à penser le présent comme un espace d'action, de responsabilité, et de possibilité de rupture.

L'intervention militaire du gouvernement rwandais en RDC illustre de manière saisissante les limites de cette lecture par les causes profondes. Officiellement, Kigali justifie sa présence en territoire congolais par la persistance de la menace posée par les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), groupe armé accusé d'abriter d'anciens génocidaires. Or, si cette menace n'est pas complètement fictive, elle est largement exagérée et instrumentalisée pour servir des fins politiques et économiques. Depuis plus de deux décennies, cet argument sécuritaire a permis au Rwanda de maintenir une influence militaire et économique dans l'est congolais, notamment dans les zones riches en minerais. En outre, ce discours officiel, qui fait des FDLR une menace omniprésente, sert à justifier la criminalisation de toute opposition, qu'elle soit armée ou pacifique. Cette « fdlrisation » de l'adversaire permet d'écarter les voix dissidentes, tout en entretenant le mythe du régime sauveur et protecteur de la Nation rwandaise. Paradoxalement, cette logique produit un besoin constant de conflit : tant que les FDLR sont présentées comme un danger, le régime peut légitimer ses incursions militaires, renforcer sa mainmise sur les ressources congolaises, et entretenir une image d'autorité fondée sur la protection du peuple (Desrosiers, 2023). Au final, cette stratégie montre comment le régime rwandais transforme la guerre en RDC en ressource politique, en la plaçant au cœur de sa survie autoritaire, au prix d'un discours sur la souveraineté qui masque une entreprise de domination.

Loin d'être une simple réaction défensive à une menace ancienne, l'intervention rwandaise s'inscrit dans un calcul politique rationnel, visant à consolider le pouvoir en interne, à assoir une

domination régionale, et à renforcer l'accès aux ressources stratégiques. Cette tactique repose sur une rhétorique maîtrisée, où la mémoire du génocide est mobilisée pour légitimer des actions qui relèvent en réalité d'une volonté d'expansion politique. C'est dans cette capacité à manipuler les récits historiques pour les intégrer à un projet de gouvernement que l'agence des acteurs devient essentielle à examiner.

Une telle analyse permet de réinscrire la guerre dans une temporalité du présent : celle des décisions, des discours, des rapports de force et des intérêts. Le régime rwandais, à travers ses choix stratégiques, ses alliances et ses opérations militaires, illustre parfaitement comment les logiques de souveraineté, de sécurité nationale et d'impératif de mémoire peuvent être articulées pour justifier des actes d'agression. Et ce, sans que la communauté internationale n'y oppose une réaction cohérente, en raison des alliances diplomatiques et des intérêts économiques en jeu.

Enfin, éthiquement, continuer à justifier l'intervention rwandaise uniquement par la menace des FDLR ou les souffrances du passé revient à masquer les violences bien réelles exercées aujourd'hui contre des civils congolais. Cela revient à tolérer des massacres, des déplacements de population et la destruction de communautés au nom d'un passé instrumentalisé. Cette lecture empêche de reconnaître les responsabilités contemporaines, d'exiger justice pour les victimes, et de créer les conditions d'une paix véritable.

En somme, dépasser la grille d'analyse fondée sur les causes profondes ne signifie pas nier l'Histoire, mais refuser qu'elle soit mobilisée comme un alibi pour des violences actuelles. Cela implique de redonner toute sa centralité à l'action

politique, à la critique des discours de légitimation et à la dénonciation des entreprises guerrières contemporaines. C'est à ce prix que l'on pourra penser, dans toute sa complexité, une sortie juste et durable de la guerre à l'est de la RDC.

Contre l'exceptionnalisme africain

La lecture de la guerre à l'est de la RDC devrait aussi rejeter l'idée de son exceptionnalité. Il s'agit de s'inscrire dans la continuité des études politiques africaines des années 1990 qui ont dénoncé les visions réductrices présentant l'Afrique comme un espace condamné à la violence, au chaos et à l'irrationalité (Van de Walle, 2009). Au contraire, ces études ont plaidé pour une approche comparatiste, qui montre que les dynamiques de conflits africains relèvent de logiques similaires à celles observées ailleurs dans le monde, y compris en Europe.

Le régime rwandais, à travers ses choix stratégiques, ses alliances et ses opérations militaires, illustre parfaitement comment les logiques de souveraineté, de sécurité nationale et d'impératif de mémoire peuvent être articulées pour justifier des actes d'agression.

La guerre en RDC n'est donc pas unique. Elle partage des traits avec des conflits contemporains comme la guerre en Ukraine ou le conflit israélo-palestinien.

Dans chacun de ces cas, la guerre est non seulement motivée par des enjeux sécuritaires, mais aussi par des projets expansionnistes et impérialistes. Les dirigeants des pays en guerre mobilisent souvent les « causes profondes » – historiques, identitaires, territoriales – comme justification, mais ces arguments servent souvent à légitimer des objectifs politiques immédiats : maintien au pouvoir, domination régionale, et survie d'un régime autoritaire.

Dans le cas de la RDC, le rôle du Rwanda est emblématique. Le régime de Kigali entretient un récit selon lequel l'est de la RDC serait historiquement rwandais, une idée nourrie par des représentations anciennes et des ambitions géopolitiques (Mathys, 2025). Cette idée, renforcée par la figure mythifiée du président rwandais – à la fois sauveur, bâtisseur et conquérant – permet de justifier l'ingérence au Congo au nom de la sécurité nationale et de la défense des Tutsis. Toutefois, comme on l'a vu, derrière cette rhétorique se cachent des objectifs stratégiques : contrôle de ressources, expansion d'influence, et consolidation du pouvoir d'un régime. Le discours sécuritaire masque une logique impérialiste qui instrumentalise le passé pour pérenniser une domination.

Cette stratégie, pourtant, ne peut fonctionner sans appuis. En premier lieu, des acteurs congolais eux-mêmes, motivés par des intérêts personnels, facilitent l'emprise rwandaise. De plus, la faiblesse de l'État congolais, incapable d'assurer une souveraineté effective sur ses frontières, offre un terreau favorable à cette instrumentalisation. À cela s'ajoute le soutien constant de partenaires occidentaux au Rwanda, qui, en fermant les yeux sur les incursions militaires rwandaises et en collaborant économiquement sur les ressources du Congo – notamment en signant un accord sur les minerais avec

le Rwanda en 2024 –, renforcent cette logique de guerre.

Kigali, tout en se présentant comme victime d'un conflit complexe aux racines historiques profondes, construit en réalité un discours qui rend la guerre perpétuelle. En insistant sur l'impossibilité de résoudre les causes historiques du conflit, le régime justifie une présence militaire constante en RDC. Cette posture sécuritaire, présentée comme un impératif permanent, empêche toute perspective de paix réelle. Ainsi, tant que ce discours domine, la guerre est maintenue non pas pour résoudre un problème, mais pour préserver une position stratégique qui profite également aux Occidentaux. Ce phénomène s'observe aussi dans d'autres régimes autoritaires contemporains. Comme en Russie ou en Israël, le régime rwandais fusionne les intérêts de l'État avec ceux du dirigeant, effaçant la frontière entre gouvernance et pouvoir personnel. Cette fusion permet de dissimuler des ambitions personnelles derrière la raison d'État, et de justifier la violence comme moyen de survie du régime. Dans ces contextes, la démocratie est étouffée, les oppositions criminalisées, et la paix devient un risque pour la légitimité du pouvoir.

Mais au final, ce sont les populations les plus pauvres qui souffrent le plus de cet impérialisme. Cette guerre, loin de n'être qu'une répétition mécanique de traumatismes historiques, provoque une série de pertes intimes et institutionnelles qui s'inscrivent dans une violence structurelle renouvelée. Elle détruit non seulement les vies, mais aussi les efforts de résilience, les projets politiques, les réseaux de solidarité et les processus de reconstruction patiemment mis en place par les Congolais au fil de trois décennies. L'exemple de Bukavu comme pôle universitaire, ou de Goma comme

hub économique, montre que des dynamiques positives existaient, malgré une guerre qui a trop duré. En outre, les initiatives locales de gouvernance, de développement et de coopération régionale sont compromises par l'intensification du conflit. La guerre anéantit des formes précaires, mais réelles de démocratie, de redevabilité et d'innovation sociale, tout en sapant les avancées institutionnelles – comme les tentatives de gestion conjointe des ressources, ou les politiques locales de réconciliation ou de développement.

Parallèlement, cette guerre fracture les liens sociaux transfrontaliers entre la RDC et le Rwanda, restreint les mobilités et installe un climat de méfiance entre des populations historiquement interdépendantes. Cette fermeture politique et économique, justifiée par la souveraineté, provoque une désintégration du tissu social. Le discours sécuritaire du Rwanda, qui, au lendemain du génocide, se justifiait par la nécessité de mettre fin aux massacres et de reconstruire une société profondément détruite par le génocide, s'est révélé au fil des années être un instrument de domination régionale, brouillant les frontières entre défense nationale et ambitions impérialistes.

Ce conflit porte également atteinte à l'intégration régionale en ruinant les fondements de coopération entre États voisins, déjà fragilisés par des rivalités politiques et ethniques. L'impuissance des institutions africaines face à cette crise renforce la dépendance aux solutions extérieures, affaiblissant la crédibilité des discours panafricains. Enfin, la complicité de certains régimes africains avec des intérêts occidentaux dans l'exploitation minière ou la vente d'armes compromet toute critique cohérente du néocolonialisme. Ainsi, cette guerre révèle une crise de la biopolitique –

en tant que pratiques, discours et dispositifs par lesquels les institutions modernes gèrent la vie humaine – dans la région des Grands Lacs (Vlassenroot et al. 2020) dans laquelle les dirigeants africains ont une grande responsabilité politique et morale.

Voilà une autre raison de sortir de la lecture purement structurale, fataliste et exceptionnaliste de la guerre en Afrique pour lui restituer sa logique politique contemporaine où l'agence des acteurs au pouvoir joue un rôle déterminant. Il s'agit en effet de reconnaître que la guerre à l'est de la RDC est, comme d'autres dans le monde, le résultat de décisions, de stratégies et de calculs d'acteurs politiques.

Du souverainisme meurtrier à une lecture décoloniale

Comme on peut le constater, de nombreuses analyses sur la guerre en RDC tendent à surévaluer la portée de l'information et de la compréhension intellectuelle du conflit. Certains discours académiques s'y complaisent même, comme dans une forme de catharsis savante – une sorte de « porno misère » – où la connaissance devient une fin en soi. Mais face à des vies broyées, à des corps en détresse, à des communautés anéanties, la profondeur de notre compréhension importe peu si elle ne s'accompagne pas d'un souci d'alléger ici et maintenant la souffrance de ceux qui vivent la guerre.

Cette obsession, héritée d'un regard colonial, pour une lecture exclusivement théorique des crises en Afrique, les a progressivement culturalisées et naturalisées, jusqu'à éclipser l'urgence d'agir sérieusement face aux souffrances concrètes. La spectacularisation de la douleur, transformée en matière première pour discours et raisonnements,

apaise peut-être certaines consciences, mais elle laisse intacte la violence du réel. Cette posture est problématique lorsqu'elle s'exerce sans visée normative, comme si l'on pouvait analyser les tragédies sans jamais prendre parti. Pourtant, dans le cas des guerres d'agression, menées par des acteurs plus puissants que les sociétés qu'ils attaquent, il devient impératif que l'analyse prenne position. Elle doit clairement s'aligner du côté des communautés affectées, en dénonçant les violences déclenchées au nom du pouvoir, du contrôle ou du profit.

En dehors de ce déficit d'engagement figure un autre biais plus profond : l'analyse stratocentrique, qui continue de dominer la pensée politique postcoloniale en Afrique. Dans cette grille de lecture, l'État-nation — hérité de la colonisation — est sacralisé, et la souveraineté territoriale considérée comme un bien suprême (Mwambari, 2021). Cette logique se déploie à la fois à Kigali et à Kinshasa où les régimes au pouvoir invoquent la défense de la souveraineté pour justifier des politiques autoritaires et militarisées. Elle invisibilise les dynamiques transfrontalières anciennes de circulation des personnes, des biens et des savoirs, qui constituent pourtant la base matérielle et symbolique de la survie des populations locales.

C'est l'expression ultime de cette logique souverainiste qui se donne aujourd'hui à voir dans la guerre en RDC (Lemarchand, 2009). Pour les populations qui vivent dans les zones de guerre, cette souveraineté s'est muée en nécropolitique depuis 30 ans. Cette dernière, en période de guerre, organise non seulement qui doit mourir, mais aussi dans quelles conditions, pour quels récits et au nom de quelles légitimités. Cette nécropolitique impose un ordre dans lequel l'État devient à la fois bourreau

et sauveur et où la guerre est présentée comme une nécessité ontologique, une fatalité régionale. En réalité, cette légitimation du pouvoir par la guerre repose sur une mise en récit mythique et ritualisée de la souveraineté. Des notions telles qu'*Agaciro* (dignité nationale au Rwanda), *Bendele* (drapeau congolais), ou *Intore*, *Wazalendo*, unité nationale, etc., ne sont pas de simples slogans. Elles constituent des rituels de légitimation qui construisent une matrice symbolique permettant de confondre la défense de l'intérêt du chef avec celle de la Nation.

Cette guerre se présente donc comme une entreprise symbolique autant que militaire. Elle fonctionne sur la base d'une connivence entre l'État, les élites et les populations, où les masses elles-mêmes finissent par adhérer au projet de violence, parfois contre leur propre intérêt (Mbembe, 2000). C'est cette dimension rituelle, souvent négligée, qui explique la longévité des régimes impliqués dans le conflit, et la difficulté à imposer une critique radicale de leurs fondements. Car ce conflit ne repose pas uniquement sur la force coercitive, mais aussi sur une convivialité de la violence, où la fierté, les ricanements, les silences et les justifications populaires viennent ratifier les décisions des élites. Il s'agit là d'une guerre de la mise en scène, dans laquelle l'adhésion au pouvoir passe par la répétition de symboles, d'expressions et de récits qui sacralisent la mort au nom de la dignité nationale.

Toutefois, cette souveraineté, loin de protéger les peuples, sert souvent de paravent à des intérêts impérialistes. Le cas du Rwanda illustre cette instrumentalisation : en prétendant agir pour sa sécurité nationale, le régime de Kigali justifie une présence militaire continue en RDC depuis près de trois décennies.

Ce discours sécuritaire, fondé sur la menace des FDLR ou du « génocide en préparation » contre les Tutsis du Congo, cache mal une stratégie de domination régionale et d'extension territoriale. Il alimente un expansionnisme que la souveraineté sert paradoxalement à justifier. Ce paradoxe révèle une contradiction constitutive de la souveraineté postcoloniale : à la fois figée dans des frontières héritées de Berlin, et sans cesse poussée à s'élargir au nom de la survie de l'État ou de sa mission historique.

Une analyse décoloniale de la guerre en RDC invite donc à rompre avec cette vision héritée de l'État-nation colonial. Elle suggère de remettre au centre non pas la souveraineté des États, mais la vie des populations, leurs capacités d'organisation, leurs mémoires partagées, leurs flux économiques et sociaux transfrontaliers, ainsi que leurs formes locales de gouvernance. Elle appelle à une repolitisation du panafricanisme, débarrassée des slogans autoritaires, et recentrée sur les conditions concrètes d'une coexistence digne et pacifique. Elle rejette l'idée selon laquelle les peuples africains devraient se battre les uns contre les autres pour des intérêts géopolitiques qui ne profitent qu'à leurs dirigeants. Il s'agit au contraire de mettre en avant la quête de justice et de réparation historique, mais sans jamais oublier la nécessité d'exiger le respect des droits, la démocratie et la bonne gouvernance de la part des élites au pouvoir.

Cette déconstruction implique également de sortir d'une critique trop simple du néocolonialisme. Certes, l'Occident continue de profiter du pillage des ressources congolaises et de soutenir des régimes autoritaires. Mais l'adhésion des États africains à des logiques guerrières les rend complices d'un ordre global violent. Le panafricanisme ne peut se

résumer à une dénonciation de l'Occident si les élites africaines reproduisent elles-mêmes des logiques coloniales de domination. La critique décoloniale authentique doit donc être internationale et autocritique, capable de dénoncer autant l'impérialisme externe que l'autoritarisme interne.

Il s'agit au contraire de mettre en avant la quête de justice et de réparation historique, mais sans jamais oublier la nécessité d'exiger le respect des droits, la démocratie et la bonne gouvernance de la part des élites au pouvoir.

Enfin, cette guerre nous oblige à penser une politique de la vie, une souveraineté fondée non sur le droit de tuer, mais sur la responsabilité de protéger, d'écouter, de reconstruire et de rendre justice. Cette alternative, que l'on pourrait appeler une *Agaciro* – c'est-à-dire « dignité » en kinyarwanda¹ – réelle (Bisoka, 2025), ne se décrète pas. Elle se construit dans les luttes, les résistances, les alliances transfrontalières, les gestes de solidarité et les récits populaires qui échappent encore aux matrices étatiques de la violence. C'est dans cet horizon que pourrait se penser un avenir

1| Le kinyarwanda est une langue d'Afrique centrale et de l'est parlée au Rwanda, dans les territoires à l'est de la RDC, dans le sud-ouest de l'Ouganda et au nord-ouest de la Tanzanie.

postsouverainiste, postnécropolitique, et véritablement décolonial pour les peuples des Grands Lacs.

Kinshasa face à ses responsabilités

Il serait incomplet de conclure cette réflexion sans aborder la manière dont la guerre a été instrumentalisée par le régime en place à Kinshasa, notamment durant la campagne électorale de 2023. Le slogan *mokengeli ya peuple congolais* (protecteur du peuple congolais en lingala), décliné en de multiples variations médiatiques et politiques, a servi à construire une posture héroïque du chef de l'État, renforçant une logique de personnalisation du pouvoir et nourrissant des ambitions à peine voilées de réforme constitutionnelle. Cette mise en scène guerrière du pouvoir n'est pas sans lien avec les dynamiques internes du régime, où la guerre devient un dispositif de légitimation autant qu'un prétexte pour consolider un ordre politique fragile (Batumike, Bisoka, 2024).

Au-delà de la rhétorique, il convient également d'interroger la gouvernance même de cette guerre et les affaires qu'elle aurait facilitées en RDC. Les dénonciations de nombreux circuits informels d'enrichissement liés à la logistique militaire, à la gestion de l'aide humanitaire ou encore à l'exploitation des ressources dans les zones de conflit méritent d'être analysées avec rigueur. Mais cette analyse ne peut s'arrêter à des dénonciations générales de type « corruption » ou « clientélisme », qui tendent à produire une lecture stéréotypée des régimes africains. Comme l'a montré l'anthropologie critique des espaces publics en Afrique (Olivier de Sardan 2016), ces catégories, souvent mobilisées sans précaution, produisent une vision homogénéisante et réductrice, incapable de saisir la pluralité

des logiques à l'œuvre dans l'État postcolonial. Ce qui est en jeu ici, ce n'est pas de nier les dérives du pouvoir congolais, mais de les aborder dans toute leur complexité, à travers les rapports de force, les arbitrages, les vulnérabilités institutionnelles et les arrangements pratiques.

Mais comme nous l'avons vu, il importe également de rappeler que les régimes autoritaires ne sont pas une spécificité africaine, et que l'analyse critique de la gouvernance en RDC ne saurait faire l'économie d'une comparaison internationale. Ce comparatisme nous a montré que, à l'ère où Vladimir Poutine, Benjamin Netanyahu ou Donald Trump illustrent les dérives violentes de l'exercice du pouvoir à l'échelle mondiale, il est plus que jamais essentiel de dissocier clairement les problématiques internes de gouvernance des actes d'agression internationale. La reconnaissance des fautes commises à l'intérieur ne doit pas servir de prétexte à minimiser les responsabilités des acteurs politiques qui, sous couvert de préoccupations sécuritaires, alimentent un conflit meurtrier.

Ainsi, ces précautions critiques sur le régime congolais au pouvoir ne devraient pas affecter l'argument central de ce texte. Nous continuons à soutenir qu'il est nécessaire de centrer l'analyse sur le déclencheur de la violence dans l'étude d'un conflit armé comme celui de la RDC. Cet argument ne vise ni à disculper le régime congolais ni à établir une hiérarchie des responsabilités, mais à interroger les angles morts des analyses dominantes de la guerre en RDC. En critiquant l'obsession pour les causalités profondes, en déconstruisant l'exceptionnalisation des violences africaines et en proposant une lecture décoloniale des logiques de guerre, cet article appelle à une autre manière de penser ce conflit.

Il plaide pour une pensée rigoureuse, située, normative, capable de nommer les responsabilités – internes comme externes – sans céder à la simplification. C'est à cette condition que nous pourrions réellement nous engager dans la construction d'une paix juste et durable.

Bibliographie

- Batumike, I., Nyenyezi, B. A. (2024). Chronique politique de la RDC : 2023., in: F. Reyntjens (ed.), *Chronique politique de l'Afrique des Grands Lacs 2023*, University Press Antwerp, pp. 41-68.
- Bisoka, N. A. (2025). *Afrocritique : Essai sur l'infrapolitique des luttes noires*. Éditions Éterotopia, 2025.
- Collier, P. (2011), *The Bottom Billion: Why the Poorest Countries Are Failing and What Can Be Done About It*, Oxford, Oxford University Press, 2007 ; J. K. Stearns, *Dancing in the Glory of Monsters: The Collapse of the Congo and the Great War of Africa*, New York, Public Affairs.
- De Waal, À. (2009) « Mission without End? Peacekeeping in the African Political Marketplace », *International Affairs (Royal Institute of International Affairs 1944-)*, 85(1), 99-113.
- Desrosiers, M.-E. (2023), *Trajectories of Authoritarianism in Rwanda: Elusive Control before the Genocide*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Gazibo, M. et C. Thiriot (dir.), 2009, *Le politique en Afrique. État des débats et pistes de recherche*, Paris, Karthala, coll. « Hommes et sociétés », pp. 135-163.
- Lemarchand, R. (2009), *The Dynamics of Violence in Central Africa*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press.
- Mathys, G. (2025), *Fractured Pasts in Lake Kivu's Borderlands. Conflicts, Connections and Mobility in Central Africa*, Cambridge, Cambridge University Press, coll. « African Studies ».
- Mbembe, A., 2000, *De la postcolonie. Essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine*, Paris, Karthala.
- Mwambari, D., 2021, "Agaciro, vernacular memory, and the politics of memory in post-genocide Rwanda", *African Affairs*, Volume 120, Issue 481, October 2021, pp. 611-628.
- Olivier de Sardan, J.-P. (2021). 3. Un concept exploratoire : les normes pratiques. La revanche des contextes : Des mésaventures en ingénierie sociale en Afrique et au-delà (p. 109-162).
- Popper, K. (2013) *The poverty of historicism*, London, Routledge.
- Stearns, J. K. (2012) *From CNDP to M23: The Evolution of an Armed Movement In Eastern Congo*, London, Rift Valley Institute.
- Van de Walle, N. (2009) « Démocratisation en Afrique : bilan critique », dans M. Gazibo et C. Thiriot (dir.), *Le politique en Afrique. État des débats et pistes de recherche*, Paris, Karthala, coll. « Hommes et sociétés », pp. 135-163.
- Vlassenroot, K., E. Mudinga, E., & J. Musamba (2020). Navigating Social Spaces: Armed Mobilization and Circular Return in Eastern DR Congo. *Journal of Refugee Studies*, 33(4), 832-852.